L'appel à cesser la production de voitures et l'extraction de charbon apparaît souvent comme une menace sur l'emploi. Pourtant, les syndicats allemands ont réalisé que la transition écologique devait advenir – et ils luttent pour s'assurer que ce soit le patronat, et non les travailleurs, qui payent pour la justice climatique.

***

Si les vacances d'été avaient interrompu les manifestations des écoliers, les jeunes du mouvement « Fridays for Future » n'ont pas abandonné leur combat pour sauver la planète. Depuis le début de la mobilisation, des leaders comme la suédoise Greta Thunberg et l'allemande Luisa Neubauer ont travaillé à construire davantage de liens avec différents groupes sociaux que les précédentes générations de militants écologistes, en s'ouvrant vers le mouvement ouvrier. Dans cet esprit, le 20 septembre sera le début de la « Grève pour la planète », une initiative visant à une semaine de grève générale autour de la planète pour interrompre la production et attirer l'attention politique sur l'urgence climatique.

Historiquement, la nécessité de « sauver l'emploi » s'est opposée à l'appel à fermer les industries polluantes. Pourtant, l'ampleur sans précédent de la catastrophe à laquelle nous faisons face rappelle l'importance de surmonter la division entre les engagements syndicaux et écologistes. Plus particulièrement, la popularisation de la revendication en faveur la « justice climatique » – affirmant que les pauvres, les plus vulnérables et les plus exploités ne devraient pas être ceux qui payent pour la transition vers une économie décarbonée – démontre que les mots d'ordre de défense de la planète et la justice sociale peuvent se renforcer réciproquement. Cette dynamique s'incarne dans le plaidoyer pour le Green New Deal que porte Alexandria Ocasio-Cortez.

L'Allemagne dispose d'une histoire particulièrement longue en matière de mobilisations écologistes, dont plusieurs campagnes radicales qui disposèrent d'un fort soutien populaire. Le mouvement environnementaliste allemand s'est historiquement caractérisé par un puissant courant anti-autoritaire – en effet, dans les années 1970 et 1980, le mouvement pour l'arrêt du transport de déchets nucléaires a fait usage d'un répertoire d'action, la désobéissance civile, emprunté au mouvement américain pour les droits civiques.

Contrairement à bien d'autres pays, le mouvement écologiste n'est donc pas aux marges du champ politique : il est profondément enraciné dans les quartiers et les communautés. Pourtant, en dépit de la force du militantisme pour le climat, les syndicats sont traditionnellement demeurés distants des combats écologistes. Or, en ce moment, en surfant sur la vague initiée par les *Fridays for Future*, le mouvement syndical est en train de faire sien l'appel à une transition verte.

L'emploi d'abord ?

Il existe bien des obstacles à une telle conversion. Dans les dernières années, les actions de désobéissance civile portées par les militants climatiques ont concentré leur attention sur la fermeture de deux mines de charbon à ciel ouvert, l'une dans la Ruhr et l'autre en Lusace, dans l'ex-RDA. Cette variété de charbon (le lignite) est l'une des sources d'énergie les moins efficientes et les plus polluantes, mais elle représente pourtant un secteur d'emploi majeur dans les deux régions. Ceci a provoqué des conflits répétés entre les membres des syndicats des mineurs et chimistes – l'IG-BCE – et les militants qui venaient dans la Ruhr

pour occuper la forêt de Hambach et les mines à ciel ouvert. Le secrétaire du syndicat IG BCE, Michael Vassiliades, continue incessamment à affirmer que la priorité est de défendre l'emploi d'abord et de penser seulement ensuite aux enjeux environnementaux – contribuant ainsi au conflit entre les militants syndicaux et écologistes.

Cette position prolonge la participation syndicale de l'IG-BCE dans la commission gouvernementale préparant l'élimination graduelle du lignite – un processus lent qui se déroule actuellement dans plusieurs pays, en se situant aux antipodes des engagements contenus dans l'accord de Paris sur le climat. Pour le moment, tous les porteurs d'intérêts, dont les syndicalistes, s'accordent pour que la fin de l'extraction de charbon intervienne en 2038, bien que la concentration exclusive de l'IG BCE sur l'emploi isole cette réflexion de toute notion de « justice climatique ». Il existe évidemment des raisons d'être préoccupé – l'exploitation des énergies renouvelables (solaire et éolien) s'organise actuellement au sein d'un secteur notoirement anti-syndical, qui tranche nettement avec l'héritage du dialogue social et de partenariat qui s'inscrit dans des formes plus anciennes de production. Malgré tout, le risque est précisément que cet aveuglement aux enjeux écologiques permette aux employeurs d'avoir le beau rôle, en endossant seuls le costume de ceux qui dirigent la transition écologique.

Toutes les organisations syndicales ne restent pas dans cette position purement défensive. En suivant la demande *Fridays for Future* d'interrompre la production de charbon avant 2030, le secrétaire du syndicat des services Ver.di, Frank Bsirske, a déclaré que le calendrier pour l'élimination du charbon devait être accéléré autant que possible[1]. Cet appel a provoqué une réaction du parti d'extrême-droite AFD qui, de manière opportuniste, a attaqué Bsirske en le présentant comme un « anti-industrie » qui menacerait le travailleur allemand. Les paroles de Bsirske ne lui valent pas non plus l'amour de tous les syndicats. Pendant le camp des activistes climatiques « Ende Gelände », l'organisation de jeunesse des IG-BCE a également campé pour défendre la sécurité de leur emploi et la poursuite de l'exploitation de la mine à ciel ouvert.

Se sortir de l'ornière

Ainsi, la conscience écologique des Allemands, le succès croissant du parti des Verts, et l'accessibilité des magasins alimentaires écologiques Bioläden ne conduit pas nécessairement à des prises de position syndicales plus progressistes sur les enjeux climatiques. Si une chose est certaine, c'est que le radicalisme du milieu militant pour le climat, aussi bien que le corporatisme de la défense de « l'emploi d'abord » par les syndicats, ont creusé un fossé plus profond entre les groupes environnementalistes et le mouvement syndical que ce qui peut exister dans d'autres pays.

Néanmoins, la grève pour le climat du 20 septembre promet d'ouvrir une nouvelle dynamique pour surmonter cette division entre les syndicats et les écologistes. Alors que le droit du travail allemand n'autorise aucune sorte de grève politique, les grèves portées par les *Fridays for Future* touchent pourtant une corde sensible à la fois pour les syndicats des secteurs manufacturiers et dans les services. C'est pourquoi ils commencent à se mobiliser.

En juin, le plus grand syndicat allemand, la fédération IG Metall, organisait ainsi une manifestation pour revendiquer une transition juste et écologique. La vaste crise de l'industrie automobile allemande, obnubilée par le scandale de la falsification des chiffres d'émissions polluantes par Volkswagen, constitue un symptôme des maux particuliers de

ce secteur industriel. Etant donné les relations étroites entre les syndicats de ce secteur avec les entreprises allemandes côtés sur le marché DAX et l'Etat allemand, cette manifestation pourrait représenter une étape vers la convergence entre le mouvement syndical et les groupes pour le climat. Cette coalition syndicalistes/écologistes est particulièrement nécessaire étant entendu que le changement climatique, tout comme les nouvelles innovations technologiques, forcent les usines automobiles allemandes à s'adapter à la production de véhicules électriques ou de différents modèles.

En organisant cette manifestation, l'IG Metall a acheminé 10 trains et 800 bus, en remplissant ainsi les rues de Berlin avec des dizaines de milliers de métallurgistes. Cela représente une avancée significative pour le syndicat et pour ses engagements en faveur d'une transition verte. Bien qu'aucun représentant des *Fridays for Future* ne s'est adressé à la manifestation, il est impensable que celle-ci aurait été organisée sans les mobilisations actuelles de la jeunesse. Au moment de l'écriture de ce texte [août 2019], la fédération IG Metall est toujours en discussion sur la possibilité de soutenir la grève climatique du 20 septembre.

Plus prometteuses encore sont les évolutions dans le secteur des transports, où les syndicats de cheminots EVG ont publicisé la présence de leurs membres dans les manifestations *Fridays for Future*, ainsi que leur soutien aux revendications du mouvement. Cela n'est pas une surprise étant donné que les demandes du mouvement incluent une amélioration et une plus grande accessibilité du système de transports publics. La prochaine étape serait de traduire cette solidarité intéressée par un arrêt de travail des conducteurs de train et du personnel lors de la Grève pour la Planète.

Toutefois, ce sont les syndicats du secteur des services qui ont été les plus prompts et les plus audibles dans leur ralliement au mouvement émergent des grèves climatiques, en posant notamment des préavis de grève. Pour eux, la relation entre les employeurs, l'Etat, et les syndicalistes, n'est pas aussi structurée par la logique corporatiste, et les travailleurs de ce secteur n'ont pas les mêmes craintes quant à la perte de leurs emplois.

La semaine dernière [donc la semaine du 5 août 2019], Bsirske affirmait que les membres du syndicat Ver.di devraient suivre l'appel de Greta Thunberg à participer à la grève du 20 septembre[2]. Le compte Twitter du syndicat relaie le propos de Bsirske : « tous ceux qui le peuvent devraient quitter le travail et prendre la rue. J'en serai[3] ». Luisa Neubaueur, l'une des leaders allemandes du mouvement des jeunes pour le climat, a qualifié l'appel de Bsirske « d'une étape de très grande importance[4] », en démontrant que les grévistes pour le climat ont conscience du pouvoir dont dispose le mouvement syndical.

Ver.di n'appelle pas directement ses membres à faire grève. Toutefois, le syndicat les encourage à prendre collectivement une journée de congé pour soutenir le mouvement ou à organiser « une pause déjeuner militante » – une assemblée hors des lieux de travail pendant la pause de midi. Ce serait ainsi une manière utile d'engager les militants syndicats et les autres salariés dans la lutte pour la planète, tout en élargissant la composition sociale de la Grève pour la Planète. Dans la mesure où une pétition récente lancée par des militants syndicaux de base a réuni plus de 46.000 signatures, il apparaît que les travailleurs des services des secteurs publics et privés pourraient bien entrer dans l'action.

Contrairement aux Etats-Unis, où les enseignants ont été à l'avant-garde dans la construction d'un syndicalisme ancré dans les mouvements sociaux, en faisant grève à travers les Etats disposant d'un droit du travail, les enseignants allemands sont des

fonctionnaires qui ne disposent pas du droit de grève. Bien qu'ils ne puissent pas interrompre le travail, le syndicat de l'éducation GEW a soutenu les étudiants qui initiaient ces mobilisations. L'une des membres de la commission exécutive du syndicat, Ilka Hoffmann, a publiquement soutenu cette grève, tout en critiquant le mouvement pour son manque de préoccupations quant à l'exploitation du travail et aux enjeux de justice sociale. La section GEW du land de Rhénanie du Nord et Westphalie a aussi pris une position importante en demandant l'arrêt de la répression contre les étudiants grévistes, bien que la forme que prendra l'action des personnels de l'éducation lors de la semaine de grève pour la Planète reste floue.

La grève semble aussi affecter le secteur de la construction. Le plus grand syndicat allemand des secteurs de la construction et de la propreté, la fédération IG BAU – qui a d'ailleurs le mot *umwelt* (environnement) dans son nom – appelle ses membres du secteur de la construction à rejoindre la grève pour le climat[5]. La fédération demande que l'Allemagne réduise ses émissions de CO2 de 40% en 2020.

Le droit du travail allemand interdit aux salariés de participer à des grèves politiques. L'IG BAU porte donc la pression sur les employeurs, en leur demandant de laisser la possibilité aux salariés de participer aux manifestations de *Fridays for Future*. Cette habile stratégie place la balle dans le camp du patronat, en les contraignant à montrer l'ampleur de la réalité de leurs engagements, par-delà leur fierté d'exhiber une communication sur la « responsabilité sociale de l'entreprise » ou le « verdissement du lieu de travail ». Ce mouvement pour faire pression sur les employeurs en vue d'interrompre l'activité pourrait donner à la Grève pour la Planète une dimension complètement différente.

Faire de la transition une réalité

Si les syndicats veulent épouser la transition écologique pour mieux défendre les intérêts des travailleurs, ils doivent réfléchir à la manière d'utiliser leur pouvoir institutionnel et organisationnel sur les lieux de travail et dans leur secteur de production. Après tout, 53% des salariés sont toujours couverts par des conventions collectives, ce qui confère à bien des syndicats un levier considérable pour façonner le marché du travail.

Ceux qui disposent d'une position aussi stratégique pourraient en faire usage pour revendiquer une meilleure formation continue et une amélioration des compétences dans les secteurs clés de l'industrie qui n'ont pas d'avenir dans une économie décarbonée, tout en associant étroitement ces propositions à des revendications en faveur de nouvelles réglementations en matière d'hygiène et de sécurité qui pourraient contribuer à faire diminuer les émissions de carbone, et contraindre les employeurs à transformer les procédés de production des biens ou la manière dont les services sont délivrés aux usagers. Parmi d'autres revendications, les syndicats pourraient donc utiliser les conventions collectives pour avancer vers une semaine de 4 jours, qui contribuerait aussi à la réduction des émissions de CO2.

Malgré ces évolutions positives au sein du mouvement syndical, les médias de masse allemands continuent d'interpréter les prémices du dialogue entre *Fridays for Future* et le mouvement syndical au prisme d'une opposition binaire, comme si la défense des emplois devait inévitablement s'opposer aux intérêts plus généraux de la planète. C'est précisément ce récit que les syndicats doivent pulvériser.

Mark Bergfeld est le directeur du secteur des services de propreté et de l'Unicare au sein de UNI Global Union – Europa.

Initialement paru sur le site de la revue *Jacobin*

Traduction : Renaud Bécot

Notes

[1] https://www.waz.de/wirtschaft/verdi-chef-bsirske-ruft-zur-teilnahme-am-klimastreik-auf-id226689669.html

[2] https://www.spiegel.de/wirtschaft/soziales/fridays-for-future-ver-di-chef-ruft-zur-teilnahme-an-klimademo-auf-a-1280588.html

[3] https://twitter.com/_verdi/status/1158411016100876289

[4] https://www.fr.de/wirtschaft/fridays-future-generalstreik-fuers-klima-verdi-unterstuetzt-idee-12896000.html

[5] https://igbau.de/Fridays-for-Future-IG-BAU-ruft-zur-Beteiligung-an-Klimaschutz-Demo-auf.html?fbclid=IwAR3JZOgAMQfWU5nZ6ORKj9yUmyr0G9d9ml_YlAYeAJZXpilflfREWUxfadY